

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Remerciements</b>	5
<b>Avant-propos</b>	7
LIVRE I	
<b>Théorie générale du droit de l'entreprise</b>	9
<hr/>	
<b>Titre I – Généralités</b>	13
Chapitre 1 – Définition et portée du droit de l'entreprise	13
Chapitre 2 – Bref historique du droit de l'entreprise	19
Section 1 – Du Moyen Âge au Code de commerce de 1807	19
Section 2 – Du Code de commerce à nos jours	22
Chapitre 3 – Conceptions et principes du droit de l'entreprise	27
Section 1 – Du droit commercial au droit de l'entreprise	27
§ 1 <sup>er</sup> . Le développement d'un droit spécifique aux besoins du monde des affaires	28
§ 2. L'élargissement des destinataires du droit de l'entreprise	31
Section 2 – Les principes du droit de l'entreprise	33
§ 1 <sup>er</sup> . Les principes du droit commercial issus du Code de commerce de 1807	33
§ 2. Les principes actuels du droit de l'entreprise	34
Chapitre 4 – Les sources du droit de l'entreprise	50
Section 1 – Le Code de droit économique	50
§ 1 <sup>er</sup> . Genèse, objectifs et structure générale du Code de droit économique	51
§ 2. Évaluation provisoire du Code de droit économique	55
Section 2 – Les sources internationales	56
§ 1 <sup>er</sup> . Les traités internationaux	56
§ 2. Le droit européen	58
Section 3 – La coutume, les usages et l'autorégulation	59
§ 1 <sup>er</sup> . La coutume et les usages	59
§ 2. L'autorégulation	61
<b>Titre II – L'entreprise comme destinataire du droit</b>	65
Chapitre 1 – L'entreprise : une notion large et polysémique	67

<b>Chapitre 2 – Règles encadrant l'accès au marché des entreprises</b>	78
Section 1 – Liberté d'établissement et de prestation de services	78
§ 1 <sup>er</sup> . Champ d'application défini négativement	78
§ 2. La liberté d'établissement des prestataires	79
§ 3. Le régime de la libre prestation de services	80
Section 2 – Banque-Carrefour des Entreprises (BCE)	82
Section 3 – Autres exigences générales applicables aux entreprises	84
<b>Chapitre 3 – Règles encadrant l'exercice de l'activité économique</b>	87
Section 1 – Information, transparence et non-discrimination	87
Section 2 – La tenue de la comptabilité	88
Section 3 – Compétence judiciaire	89
<b>Chapitre 4 – Les règles particulières à l'entreprise</b>	90
Section 1 – Capacité juridique et interdictions	90
Section 2 – Règles spécifiques applicables aux entreprises	91
§ 1 <sup>er</sup> . Droits et devoirs liés à l'activité professionnelle de l'entreprise	91
§ 2. La preuve à l'égard d'une entreprise (article 8.11 du Code civil)	92
§ 3. Les coutumes et usages dérogatoires	103
§ 4. La prescription libératoire (article 2272, al. 2, de l'ancien Code civil)	108
LIVRE II	
<b>Introduction au droit des sociétés</b>	115
<hr/>	
<b>Titre I – Les principes et les concepts</b>	119
<b>Chapitre 1 – Les fondements et les sources du droit des sociétés</b>	119
Section 1 – Les fondements du droit des sociétés	119
Section 2 – Les sources du droit des sociétés	123
<b>Chapitre 2 – La définition de la société et la taxinomie</b>	131
Section 1 – La définition	131
Section 2 – Les sociétés et les associations	133
Section 3 – Les sociétés avec personnalité juridique et les sociétés sans personnalité juridique	134
Section 4 – Les sociétés de personnes et les sociétés de capitaux et les sociétés à responsabilité illimitée et à responsabilité limitée	136
Section 5 – Les grandes, petites ou moyennes sociétés	138
Section 6 – Les groupes de sociétés	139

<b>Chapitre 3 – L’acte de société</b>	140
Section 1 – La forme	140
Section 2 – Les conditions générales de validité	140
Section 3 – Les éléments caractéristiques ou conditions spécifiques	142
§ 1 <sup>er</sup> . Le nombre d’associés	142
§ 2. La participation aux bénéfices	142
§ 3. Les apports	143
§ 4. <i>L’affectio societatis</i>	145
§ 5. Une organisation économique ayant un intérêt propre	147
Section 4 – La nullité	149
<b>Chapitre 4 – La personnalité morale</b>	152
Section 1 – L’acquisition de la personnalité morale	152
Section 2 – Les attributs de la personnalité morale	154
§ 1 <sup>er</sup> . La spécialité légale et la spécialité statutaire	155
§ 2. Le patrimoine social	156
§ 3. La représentation par des organes	157
§ 4. La dénomination sociale	161
§ 5. Le siège et la loi applicable	162
<b>Chapitre 5 – La dissolution de la société</b>	165
Section 1 – Les causes de dissolution communes à toutes les sociétés dotées de la personnalité juridique	165
Section 2 – Les causes de dissolution propres à certaines sociétés de personnes	167
Section 3 – Une cause de dissolution propre aux sociétés anonymes	168
<b>Titre II – La société simple</b>	169
<b>Chapitre 1 – Les définitions</b>	169
Section 1 – La société simple	169
Section 2 – Les variantes	170
<b>Chapitre 2 – Les caractéristiques</b>	172
Section 1 – L’absence de capacité	172
Section 2 – La question du patrimoine	173
Section 3 – L’absence de dénomination sociale	175
Section 4 – L’absence de siège et de nationalité	175
<b>Chapitre 3 – Les conditions de validité</b>	176
Section 1 – Les conditions de fond	176

Section 2 – Les conditions de forme et la preuve	179
Section 3 – La nullité	180
Chapitre 4 – L'administration	181
Section 1 – Le pouvoir d'administration	181
Section 2 – Le pouvoir de représentation	182
Section 3 – La décision des associés	183
Chapitre 5 – La fin du contrat	184
<b>Titre III – La société en nom collectif</b>	187
Chapitre 1 – La définition et les caractéristiques	187
Chapitre 2 – La gérance	191
Section 1 – La désignation du gérant	191
Section 2 – Les pouvoirs	192
Section 3 – La responsabilité du gérant	193
Chapitre 3 – La cession de parts	194
Chapitre 4 – La dissolution	196
Section 1 – Les causes de dissolution agissant de plein droit	196
Section 2 – Les causes éventuelles de dissolution	197
<b>Titre IV – La société en commandite</b>	199
Chapitre 1 – La définition et l'origine historique	199
Chapitre 2 – L'apport du commanditaire	201
Chapitre 3 – La gérance	203
Section 1 – La gestion du commandité	203
Section 2 – L'interdiction d'immixtion du commanditaire	203
Chapitre 4 – La répartition des bénéfices et des pertes	205
Chapitre 5 – L'incessibilité des parts	206
<b>Titre V – Les principales caractéristiques des sociétés à responsabilité limitée</b>	207
Chapitre 1 – Les définitions	207
Chapitre 2 – La constitution	209
Chapitre 3 – Les titres et leurs transferts	211

Chapitre 4 – L’administration	213
Chapitre 5 – L’assemblée générale	216
Chapitre 6 – Le patrimoine ou le capital	217
LIVRE III	
<b>Le paiement et le financement de l’activité de l’entreprise</b>	219
<b>Introduction</b>	220
<b>Titre I – La facture et le paiement</b>	223
Chapitre 1 – La facture	223
Section 1 – Considérations générales	223
§ 1 <sup>er</sup> . Définition et fonctions	223
§ 2. L’obligation de dresser une facture et ses mentions légales	224
§ 3. La facture électronique	226
Section 2 – Les conditions générales annexées à la facture	228
§ 1 <sup>er</sup> . Notion et caractéristiques	228
§ 2. La force obligatoire des conditions générales ou leur entrée dans le champ contractuel	230
§ 3. Le conflit entre des conditions générales contradictoires ( <i>battle of forms</i> )	235
Chapitre 2 – L’affacturage ou le <i>factoring</i>	238
Section 1 – La notion	238
Section 2 – Les obligations des parties	240
Section 3 – Les mécanismes juridiques servant de support au transfert des créances	241
§ 1 <sup>er</sup> . L’endossement de la facture	241
§ 2. La cession de créance	243
§ 3. La subrogation personnelle de source conventionnelle	244
Chapitre 3 – La loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales	246
Section 1 – Cadre général	246
§ 1 <sup>er</sup> . Les directives européennes 2000/35/CE et 2011/7/UE	246
§ 2. La transposition des directives en droit belge	248
Section 2 – Le domaine d’application de la loi du 2 août 2002	248
§ 1 <sup>er</sup> . Une « transaction commerciale » (article 2, 1 <sup>o</sup> )	248
§ 2. Un « retard » dans le paiement d’une « rémunération » qui est la contrepartie de la fourniture de biens, de la prestation de services ou de la conception et l’exécution de travaux publics et de travaux de construction et de génie civil	250

Section 3 – Les délais de paiement	251
§ 1 <sup>er</sup> . Les transactions entre entreprises (article 4, § 1 <sup>er</sup> , de la loi du 2 août 2002)	251
§ 2. Les transactions entre entreprises et pouvoirs publics où ces derniers sont débiteurs (article 4, § 2, de la loi du 2 août 2002)	252
Section 4 – Le retard de paiement et ses sanctions	253
§ 1 <sup>er</sup> . Les intérêts moratoires (article 5 de la loi du 2 août 2002)	253
§ 2. L'indemnité forfaitaire couvrant les frais de recouvrement (article 6, al. 1 <sup>er</sup> , de la loi du 2 août 2002)	254
§ 3. L'indemnisation des « autres » frais (article 6, al. 2, de la loi du 2 août 2002)	254
Section 5 – Le régime des clauses contractuelles relatives au paiement et au retard de paiement	254
§ 1 <sup>er</sup> . Le principe de la liberté contractuelle	254
§ 2. Une limite générale : la lutte contre les clauses et pratiques manifestement abusives	255
§ 3. Une mesure additionnelle de protection : l'action en cessation (articles 8 à 11 de la loi du 2 août 2002)	256
<b>Chapitre 4 – Les dettes des consommateurs</b>	258
Section 1 – <i>Ratio legis</i> et champ d'application	258
Section 2 – Informations des entreprises et rappels de paiement	259
Section 3 – Clauses indemnitaires	260
Section 4 – Sanctions	261
<b>Chapitre 5 – Le paiement électronique</b>	262
Section 1 – Application des dispositions du livre VII sur les services de paiement aux principales formes de paiements électroniques	263
Section 2 – Transparence et loyauté des relations contractuelles	265
Section 3 – Sécurité des opérations de paiement et partage de responsabilité en cas d'opération de paiement non autorisées	267
§ 1 <sup>er</sup> . Les mesures préventives	267
§ 2. Les mesures curatives	268
<b>Titre II – Le crédit documentaire et les garanties bancaires</b>	271
Introduction	271
Chapitre 1 – Définition et description des mécanismes	273
Chapitre 2 – Le crédit documentaire et son abstraction limitée	277
Section 1 – Les différentes formes de crédit documentaire	278
Section 2 – Les rapports juridiques entre les parties intervenantes	278
§ 1 <sup>er</sup> . Le rapport entre le donneur d'ordre (importateur) et le bénéficiaire (exportateur) : le rapport dit fondamental	278

§ 2. Le rapport entre le donneur d'ordre et la banque émettrice du crédit documentaire	279
§ 3. Le rapport entre le banquier émetteur et le bénéficiaire (l'exportateur) né de l'ouverture du crédit documentaire et de l'émission de la lettre de crédit documentaire	279
§ 4. L'intervention, le cas échéant, d'une seconde banque, la banque notificatrice ou confirmatrice	282
§ 5. Le rapport entre le banquier et le donneur d'ordre après paiement	282
§ 6. Le recours du donneur d'ordre contre le bénéficiaire sur la base de l'opération commerciale ou du rapport fondamental	283
<b>Chapitre 3 – Les garanties bancaires et les dangers d'une abstraction quasi absolue</b>	284
Section 1 – Propos introductifs	284
Section 2 – La nature juridique de la garantie à première demande et de la contre-garantie	287
Section 3 – Les risques de fraude dans la mise en jeu des garanties et l'exception de fraude manifeste	288

## LIVRE IV

**Les principaux contrats de l'entreprise** 291**Titre I – Partie introductive** 293**Chapitre 1 – La classification des contrats** 295

Section 1 – Des contrats civils/commerciaux aux contrats conclus par les entreprises 295

Section 2 – Les classifications doctrinales récentes 296

§ 1<sup>er</sup>. Les contrats de coopération égalitaire et de coopération inégalitaire 296

§ 2. Les contrats de situation et les contrats d'occasion ; les contrats relationnels et les transactions discrètes/ponctuelles 297

**Chapitre 2 – Deux opérations juridiques essentielles** 300

Section 1 – L'opération juridique de qualification, une étape préalable essentielle 300

Section 2 – La détermination du régime juridique applicable au contrat 301

**Titre II – Les contrats relatifs à la production et à la distribution** 303**Chapitre 1 – Les contrats relatifs à la production** 304

Section 1 – Cadre général 304

Section 2 – Les accords de coopération égalitaire 306

§ 1<sup>er</sup>. La cotraitance et l'*outsourcing* 306

§ 2. Les accords de recherche, de communication et de partage de savoirs et compétences	307
§ 3. Les partenariats public-privé	311
Section 3 – La coopération inégalitaire : l'exemple de la sous-traitance	312
<b>Chapitre 2 – Les contrats relatifs à la distribution</b>	<b>314</b>
Section 1 – Le contrat de courtage	315
§ 1 <sup>er</sup> . Considérations générales	316
§ 2. Le cadre légal	316
Section 2 – Le contrat de commission	317
§ 1 <sup>er</sup> . Considérations générales	317
§ 2. La nature du contrat et régime juridique	318
Section 3 – Le contrat d'agence commerciale	319
§ 1 <sup>er</sup> . Précisions introductives	320
§ 2. Champ d'application du titre 2 du livre X	321
§ 3. Les obligations spécifiques des parties	325
§ 4. La durée et les modes de dissolution du contrat d'agence	327
§ 5. La rémunération de l'agent	331
§ 6. La clause de non-concurrence (article X.22)	337
§ 7. Dispositions finales	338
§ 8. Le contrat d'agence commerciale et le droit européen de la concurrence	339
Section 4 – Le contrat de concession de vente	339
§ 1 <sup>er</sup> . Précisions introductives	340
§ 2. Champ d'application du titre 3 du livre X (article X.35)	341
§ 3. Les modes de dissolution du contrat de concession de vente conclu pour une durée indéterminée	344
§ 4. La compétence juridictionnelle et le droit applicable à la concession internationale (article X.39)	348
§ 5. Les règles particulières applicables au contrat de sous-concession (article X.40)	349
Section 5 – Le contrat de franchise	349
§ 1 <sup>er</sup> . Notion et traits caractéristiques	350
§ 2. Le régime applicable à la franchise	353
Section 6 – L'information précontractuelle dans le cadre d'accords de partenariat commercial	356
§ 1 <sup>er</sup> . Le cadre légal	357
§ 2. Le champ d'application du titre 2 du livre X	359
§ 3. Les obligations légales et leurs sanctions (articles X.27 à X.31)	363
§ 4. Les règles relatives à la rédaction et l'interprétation du contrat (article X.32)	367
§ 5. La compétence juridictionnelle et la loi applicable au contrat (article X.33)	368
§ 6. La Commission d'arbitrage (article X.34)	368

<b>Titre III – Les contrats relatifs au patrimoine de l’entreprise</b>	369
<b>Chapitre 1 – La cession et la mise en gage du fonds de commerce</b>	369
Section 1 – Le fonds de commerce	369
§ 1 <sup>er</sup> . Définition	370
§ 2. Les éléments tenant à la nature du fonds de commerce	370
§ 3. Les caractères du fonds de commerce	371
§ 4. La composition du fonds de commerce	372
Section 2 – La cession-vente du fonds de commerce	373
§ 1 <sup>er</sup> . Les conditions de validité de la cession	374
§ 2. Les conditions d’opposabilité de la cession aux tiers	375
§ 3. Les obligations contractuelles des parties	376
Section 3 – Le gage sur fonds de commerce	378
§ 1 <sup>er</sup> . Historique du régime du gage portant sur le fonds de commerce	379
§ 2. Les traits caractéristiques du régime du gage	382
<b>Chapitre 2 – Le bail commercial</b>	387
Section 1 – Le cadre général de la protection spécifiquement accordée en matière de bail commercial	387
Section 2 – Le champ d’application de la loi	390
§ 1 <sup>er</sup> . Les conditions légales d’inclusion (article 1 <sup>er</sup> )	390
§ 2. Les exclusions légales (article 2)	396
§ 3. Les extensions conventionnelles	396
Section 3 – La validité du bail au regard des exigences formelles légalement imposées	397
Section 4 – La durée du bail commercial classique	398
§ 1 <sup>er</sup> . La durée du bail (article 3)	399
§ 2. La dissolution anticipée du bail : les facultés de résiliation (article 3, alinéas 3 à 5)	400
§ 3. La poursuite du bail au-delà de son terme	404
Section 5 – La révision du loyer (article 6)	413
Section 6 – Le droit du preneur de « transformer » les lieux loués (articles 7 à 9)	416
§ 1 <sup>er</sup> . Le principe : l’autorisation de réaliser des transformations « utiles » en cours de bail	416
§ 2. Les droits reconnus au bailleur ou au propriétaire (articles 7 et 8)	417
Section 7 – La transmission du bien loué en cours de bail (article 12)	418
Section 8 – La cession du bail et la sous-location (articles 10 à 11 <i>bis</i> )	419
Section 9 – La fin du bail commercial	421
§ 1 <sup>er</sup> . Les causes de dissolution du bail	421
§ 2. Les droits et obligations liés à la fin du bail	422

Section 10 – Le bail de courte durée	422
§ 1 <sup>er</sup> . <i>Ratio legis</i>	422
§ 2. Champ d'application	422
§ 3. Forme	422
§ 4. Durée	423
§ 5. La sous-location et la cession du bail	423
§ 6. L'indemnisation des travaux (articles 9 à 12 du décret flamand, articles 5 à 8 du décret wallon et articles 11 à 14 de l'ordonnance bruxelloise)	424
LIVRE V	
<b>Le droit européen de la concurrence</b>	425
<hr/>	
Introduction	427
Chapitre 1 – Les ententes et l'abus de position dominante (articles 101 et 102 TFUE) : les règles communes	435
Preliminaire	435
Section 1 – Le champ d'application territorial	436
Section 2 – Le champ d'application personnel des articles 101 et 102 TFUE	441
Section 3 – Le « marché en cause » ou le « marché pertinent »	444
Chapitre 2 – Les ententes (article 101 TFUE)	450
Section 1 – Généralités	450
Section 2 – Accords, décisions d'associations d'entreprises, pratiques concertées : la conception large de l'entente	453
Section 3 – Une entente qui a pour objet ou pour effet de restreindre la concurrence	457
Section 4 – Les ententes prohibées par l'article 101, § 1 <sup>er</sup> , TFUE et les ententes légitimes au sens de l'article 101, § 3, TFUE	461
§ 1 <sup>er</sup> . Les ententes prohibées	461
§ 2. Les ententes admises dans le cadre de l'application de l'article 101, § 3, TFUE – Principes généraux	467
Chapitre 3 – L'abus de position dominante (article 102 TFUE)	477
Introduction	477
Section 1 – La position dominante : notion et critères	480
§ 1 <sup>er</sup> . La notion de position dominante	480
§ 2. Les critères de la position dominante	481
Section 2 – L'abus	485
§ 1 <sup>er</sup> . Généralités	485
§ 2. Les cas d'abus de position dominante définis par l'article 102 TFUE	492

<b>Chapitre 4 – Les concentrations</b>	500
Section 1 – Le champ d’application du règlement n° 139/2004	503
Section 2 – La procédure et l’examen d’admissibilité par la Commission	507
§ 1 <sup>er</sup> . La procédure	507
§ 2. L’examen d’admissibilité	510
 LIVRE VI	
<b>Les pratiques du marché et la protection du consommateur</b>	515
<hr/>	
<b>Titre I – Règles générales visant à garantir des pratiques du marché loyales et la protection du consommateur</b>	517
Chapitre 1 – Définitions et champ d’application des dispositions du livre VI du Code de droit économique	521
Chapitre 2 – L’interdiction des pratiques déloyales	525
Section 1 – Généralités	525
Section 2 – L’interdiction des pratiques du marché déloyales entre entreprises	527
§ 1 <sup>er</sup> . La structure du Code de droit économique	527
§ 2. L’interdiction des pratiques trompeuses et agressives	529
§ 3. L’interdiction des actes contraires aux pratiques honnêtes du marché au sens de l’article VI.104 du Code de droit économique	530
§ 4. L’interdiction des pratiques du marché déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d’approvisionnement agricole et alimentaire	534
Section 3 – L’interdiction des pratiques commerciales déloyales des entreprises à l’égard des consommateurs	535
Section 4 – Questions particulières	539
Section 5 – Aspects procéduraux : l’action en cessation et l’action en réparation collective	541
§ 1 <sup>er</sup> . L’action en cessation	542
§ 2. L’action en réparation collective	544
Chapitre 3 – Le régime de la publicité	549
Section 1 – Introduction	549
Section 2 – Le régime des publicités comparatives (articles VI.17 du Code)	551
Section 3 – Les publicités interdites entre entreprises ou à l’égard des consommateurs	553
Section 4 – Les règles spécifiques à l’utilisation du numérique comme outil publicitaire	554

Chapitre 4 – De quelques pratiques réglementées	559
Introduction	559
Section 1 – Les dispositions générales protégeant les consommateurs, spécialement dans les contrats B2C	559
Section 2 – La réglementation des clauses abusives	563
§ 1 <sup>er</sup> . L'interdiction des clauses abusives des entreprises à l'égard des consommateurs	563
§ 2. L'interdiction des clauses abusives entre entreprises	569
Section 3 – Les pratiques promotionnelles	572
§ 1 <sup>er</sup> . Conformité à la directive n° 2005/29/CE sur les pratiques commerciales déloyales	572
§ 2. Régimes des annonces de réduction de prix, des ventes à perte, en soldes et en liquidation	574
§ 3. Les offres conjointes ou jumelées	577
<b>Titre II – L'encadrement des contrats conclus à distance et par voie électronique</b>	579
Chapitre 1 – Articulation des textes applicables	581
Chapitre 2 – Les obligations d'information préalables à la commande	583
Chapitre 3 – Règles spécifiques à la conclusion du contrat	588
Chapitre 4 – Le régime de la preuve et l'accomplissement des formes dans l'environnement numérique	594